

# PROFIL DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN MAURITANIE



La mise en valeur insuffisante des terres irrigables (21,4%), le manque d'intrants et l'absence de professionnalisme dans le secteur agricole fortement liée à la faiblesse de l'accès au crédit, se traduisent par une productivité très basse (le rendement céréalier moyen est de 839,8 kg/ha) et irrégulière, favorisant l'exode rural.

En outre, les superficies cultivées et les productions agricoles montrent une tendance à la baisse, comme le témoigne le **graphique 1**.

**Graphique 1 : Evolution des productions et des surfaces cérésières de 1983 à 2008 (en tonnes et en hectares)**

## Contexte

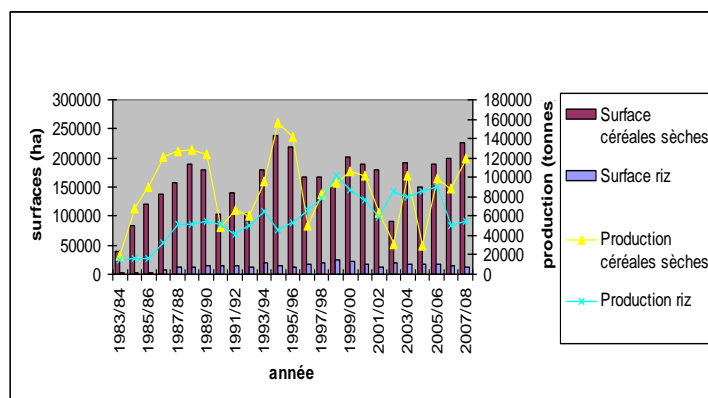
Le présent dépliant pays est extrait d'un travail d'analyse sur les « Profils Pays de la Sécurité Alimentaire » dont le but est de fournir une photographie analytique d'indicateurs clés liés aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire. La finalité de cette analyse est de permettre aux différentes catégories de décideurs (gouvernements, organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers...) de disposer d'éléments leur permettant de comprendre la persistance ou non des crises alimentaires et nutritionnelles, de mesurer les efforts d'investissement dans la sécurité alimentaire, mais surtout de décider des actions utiles à prendre pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

Le rapport complet de l'analyse est disponible sur le site : [www.food-security.net](http://www.food-security.net)

## Aperçu des causes liées aux disponibilités alimentaires

### Des ressources productives limitées et un potentiel en irrigation faiblement exploité

Avec un climat à dominante saharienne et une très faible proportion de terres arables (0,47%), la Mauritanie dispose de ressources productives agricoles limitées.



Source : MDRE, septembre 2007

## Un potentiel pastoral important

Les productions animales sont élevées et jouent un rôle non négligeable dans la sécurité alimentaire des populations, notamment en milieu rural dans les zones pastorales. En 2003, la contribution de l'élevage au PIB a été estimée à 13,6%. Ce secteur est cependant caractérisé par un manque de données fiables, et son rôle n'est que trop peu étudié.

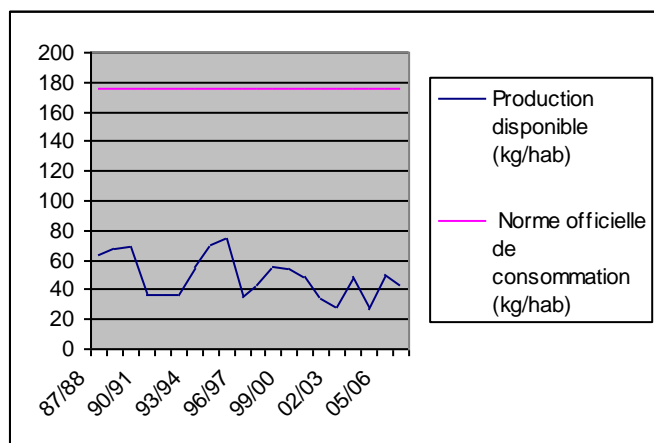
En outre, l'accroissement constant du cheptel se traduit par une surexploitation des zones de pâturage ce qui pourrait poser à terme les limites de ce système extensif : les pâturages ont la capacité de nourrir 2,5 millions d'unités bétail tropical (UBT) sur la base de 2 500 UF/UBT/an ; or l'effectif du cheptel national est de 3,5 millions d'UBT ce qui indique un large dépassement de la capacité de charge de l'écosystème pastoral.

### Un bilan céréalier très déficitaire

La production céréalière, très irrégulière d'une année à l'autre ne couvre que 25% des besoins de la population mauritanienne qui dépend donc largement des importations et de l'aide alimentaire, comme l'illustre le **graphique 2**. Face à l'augmentation de la population, ce taux de couverture pourrait évoluer de manière négative si des réformes importantes ne sont pas prises pour améliorer la production agricole du pays.

De plus, le bilan céréalier national cache les disparités régionales : certaines zones rurales présentent un potentiel de production structurellement très faible et produisent moins de 20 % des besoins de leur population.

**Graphique 2 : Evolution de la couverture des besoins alimentaires par la production nationale (en kg/hab)**



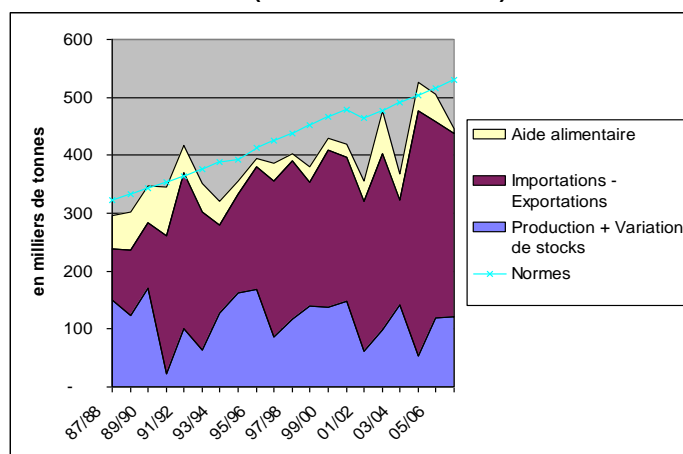
Source : CILSS – DIAPER, 2007

### Un recours important aux importations et à l'aide alimentaire

Cette situation implique le recours aux produits importés, avec comme premier résultat un déficit toujours plus grand de la balance du commerce agricole, pesant lourdement sur l'ensemble de l'économie. La part des importations agricoles dans le total des importations est passée de ce fait de 34% à 72% au cours des trente dernières années et le déficit agricole a été multiplié par plus de six quand le déficit global restait à peu près stable sur la période.

Le pays est aussi obligé de faire appel à l'aide internationale pour couvrir l'ensemble de ses besoins alimentaires, comme le montre le **graphique 3**.

**Graphique 3 : Evolution du bilan céréalier de 1987 à 2006 (en milliers de tonnes)**



Source : CILSS – DIAPER, 2007

### L'accès aux ressources alimentaires

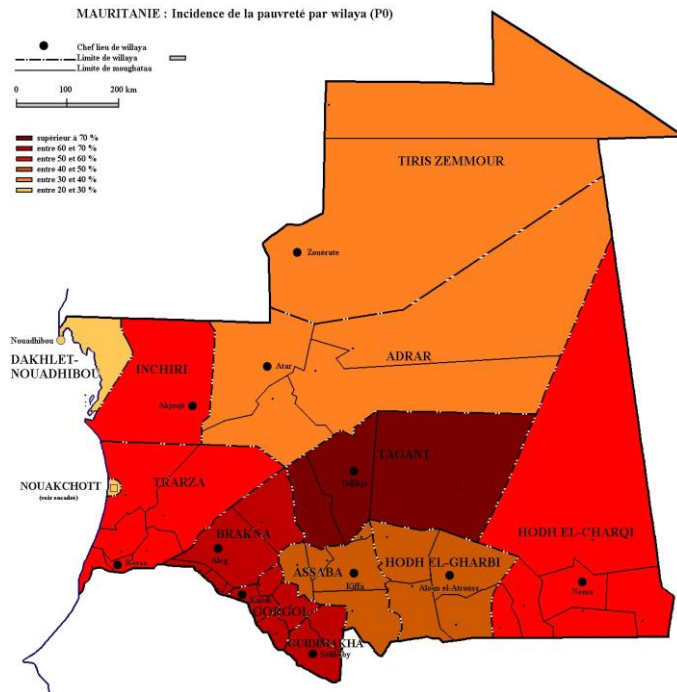
#### Une pauvreté particulièrement rurale et limitant l'accès des populations à risque aux ressources alimentaires

La pauvreté affecte 47% de la population en 2004<sup>1</sup>. Elle est davantage marquée en milieu rural (59% d'incidence), ce qui pose le problème d'accessibilité aux aliments pour une grande partie de la population. Les populations les plus pauvres sont situées dans les zones enclavées, zones où se pose également le problème de disponibilité des aliments du fait des difficultés rencontrés dans le transport (voir **carte 1**).

Les sources de revenus se sont diversifiées ces dernières années et les transferts d'argent issus des migrations représentent une source alternative pour un grand nombre de familles. Par ailleurs, on note un fort exode rural, montrant la volonté des ménages de rechercher des revenus en dehors des activités agricoles. Ceci devrait se traduire par une augmentation de la pauvreté en milieu urbain puisque les sources d'emploi seront à terme limitées.

<sup>1</sup> La pauvreté est mesurée sur la base d'un seuil national de pauvreté monétaire fixé en 2004 à 94 600 MRO.

**Carte 1 : Incidence de la pauvreté par willaya<sup>2</sup> (en %)**



Source : CSA, 2004

**Un marché aux mains de quelques importateurs**

Suite aux différentes famines et aux difficultés de production, la consommation alimentaire, traditionnellement basée sur la consommation du mil et du sorgho, produits en Mauritanie, se tourne vers une consommation à base de riz et de blé, accentuant ainsi la dépendance vis-à-vis des importations.

L'absence de mécanisme de régulation des prix et l'enclavement des zones à risque soumises alors au phénomène de spéculation sur certaines denrées alimentaires accentue le problème de l'accessibilité pour les populations vulnérables.

Le marché des céréales se caractérise par un petit nombre d'importateurs en position oligopolistique, dont les pratiques de spéculation fragilisent la sécurité alimentaire.

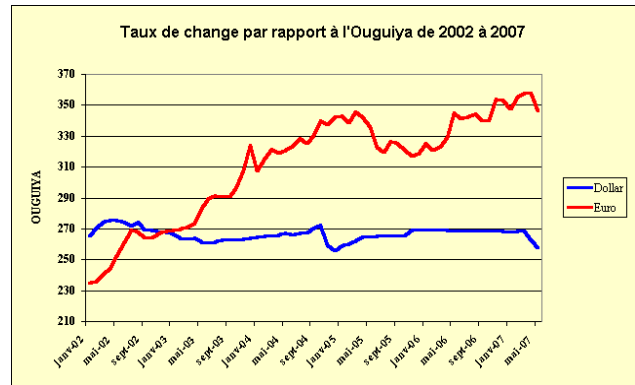
**Un taux de change fluctuant**

L'une des difficultés rencontrées depuis 2003 par l'économie mauritanienne est l'évolution des taux de change entre dollar (monnaie dans laquelle

sont facturées la plupart des exportations) et euro (les importations sont facturées principalement en euro ou en CFA), comme le montre le **graphique 4**. Cela a pour conséquence une dépréciation de l'ouguiya vis-à-vis de l'euro et une hausse des prix des produits importés.

Cela représente un risque important pour la sécurité alimentaire des ménages.

**Graphique 4 : Evolution du taux de change entre l'ouguiya, l'euro et le dollar depuis 2002**



Source : ONS / BCM, 2007

**Dimensions sanitaires, socio-éducatives et culturelles en rapport avec l'utilisation des ressources alimentaires**

**Une malnutrition en régression**

En dépit des difficultés d'accessibilité aux denrées de base, exacerbées les années de crises conjoncturelles, on note une baisse des taux de malnutrition qui restent toutefois encore élevés (la malnutrition chronique affecte 24,5% des enfants âgés de 6 à 59 mois). Ces taux encore élevés indiquent la nécessité d'efforts supplémentaires à fournir, notamment en termes d'éducation de la population concernant les bonnes pratiques alimentaires.

**Des indicateurs sociaux éducatifs qui restent faibles**

Cette tendance pourrait s'expliquer par l'amélioration de l'environnement sanitaire. En effet les indicateurs sociaux présentent des évolutions diverses. Le taux de scolarisation reste faible (40% d'enfants scolarisés). L'accès aux soins progresse, mais reste encore insuffisante : 43,5% de la population se situe à plus d'une heure d'un poste de santé.

<sup>2</sup> Willaya : unité administrative correspondant à une région

## Politiques et efforts d'investissements dans la sécurité alimentaire

### Des politiques ne favorisant pas la mise en place d'actions structurantes et transversales permettant une réduction durable de l'insécurité alimentaire structurelle

Les politiques en matière de sécurité alimentaire sont caractérisées en Mauritanie par l'absence d'une approche transversale et donc d'une stratégie réelle de sécurité alimentaire. Plusieurs programmes se sont mis en place, mais l'absence de synergie entre les programmes et l'absence de coordination freinent considérablement une gestion rationnelle de la sécurité alimentaire dans le pays.

Plusieurs tentatives de mise en place de processus ou de plate forme de concertation entre les acteurs ou entre les systèmes d'information ont vu le jour mais se sont, jusqu'à présent, avérées inefficaces. Le déséquilibre institutionnel qui caractérise le climat dans lequel s'inscrivent les diverses politiques de sécurité alimentaire ne favorise pas l'émergence d'une stratégie de sécurité alimentaire efficace et opérationnelle.

A cela s'ajoute la succession des mauvaises années qui a conduit à privilégier la gestion des crises conjoncturelles et à perdre de vue les dimensions structurelles de la sécurité alimentaire. Il est donc temps de mettre en place des actions plus structurantes et transversales visant une meilleure prise en charge de l'insécurité alimentaire structurelle dans les zones à risque.

## Acteurs sociaux et sécurité alimentaire

### Faiblesse des organisations de la société civile et de leur implication dans la sécurité alimentaire

La société civile est très peu représentée dans la prise de décision, la collecte d'information dans la mise en place d'une stratégie dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Les organisations de producteurs sont quasi inexistantes et peu actives dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Il existe très peu de partenariats constructifs avec les collectivités locales, les ONGs, les associations et le secteur privé dans la mise en place de programme de lutte contre la malnutrition.

## Conclusion

Les différents épisodes de sécheresses des années soixante-dix et quatre-vingt ont poussé les populations rurales et nomades à un exode massif. Cet exode a eu pour conséquences une urbanisation sauvage et une croissance importante des quartiers péri-urbains de Nouakchott.

Dans les meilleures conditions de production, la Mauritanie ne couvre que 30% des besoins de consommation céréalière. Pour combler ce déficit, la Mauritanie fait recours à l'importation et à l'aide alimentaire. Le circuit commercial arrive à mettre à disposition des vivres partout où la demande se fait sentir. Cependant l'accessibilité (pauvreté de la population) demeure le facteur limitant de cette demande, donc de la disponibilité alimentaire.

La consommation alimentaire est très peu diversifiée, les actions dans le domaine de la nutrition (prise en charge et la prévention) sont insuffisantes et 1 enfant sur 5 souffre de la malnutrition chronique.

L'absence de stratégie de sécurité alimentaire sur le long terme et de concertation et coordination entre les différents acteurs caractérise les actions successives apportées jusqu'à présent pour répondre à une insécurité alimentaire marquée par d'importantes crises conjoncturelles. Cependant ces crises conjoncturelles sont largement amplifiées par un profond déséquilibre structurel auquel doit faire face aujourd'hui la Mauritanie par la mise en place d'une stratégie efficace et opérationnelle tant au niveau qui devra être basée sur une approche transversale et s'attachera en particulier à améliorer le système d'information particulièrement faible dans le pays.

### AUTEURS :

- Gret (Anne Wagner, Bénédicte Hermelin et Olivier Bruyeron) ; Iram (Vanessa Alby-Flores et Benoît Faivre-Dupaigre) ; Ici (Claire Kaboré et Claire Ficini) en collaboration avec M. Mohamed Baro, consultant national de la Mauritanie.

- Coordination technique et méthodologique *Léonidas Hitimana* (CSAO / OCDE), *Amadou Konaté* (CILSS) et *Salif Sow* (FEWS NET)

### CONCEPTEURS, PROPRIETAIRES DE L'INITIATIVE & CONTACTS:

- CSAO / OCDE (Jean Sibiri Zoundi

[jeansibiri.zoundi@oecd.org](mailto:jeansibiri.zoundi@oecd.org))

- CILSS (Dramane Coulibaly

[dramane.coulibaly@cilss.bf](mailto:dramane.coulibaly@cilss.bf))

© CSAO – OCDE / CILSS, 2009

